

COMPTE DE RESULTAT	Montant		% des Produits		Var N/N-1
	31-déc.-23	31-déc.-22	31-déc.-23	31-déc.-22	
Ventes de marchandises					
Production de biens					
Production de services	59 924	20 808	10,0%	4,7%	188,0%
TOTAL CA HT	59 924	20 808	10,0%	4,7%	188,0%
Evolution en année pleine	188%	-36%			
Production stockée					
Production immobilisée					
Subvention d'exploitation	528 140	391 187	88,0%	89,1%	35,0%
Reprise sur amortissements & provisions					
Autres produits	12 303	26 859	2,0%	6,1%	-54,2%
PRODUITS D'EXPLOITATION	600 367	438 853	100%	100%	36,8%
Achats consommés de marchandises					
Achats consommés de matières 1ères					
Achats consommés de matières consommables					
Achats de sous-traitance	160	15 220	0,0%	3,5%	-98,9%
Autres achats	12 690	19 304	2,1%	4,4%	-34,3%
Services extérieurs	67 015	67 926	11,2%	15,5%	-1,3%
Impôts & taxes	5 592	4 836	0,9%	1,1%	15,6%
Salaires & traitements bruts	287 476	244 379	47,9%	55,7%	17,6%
Charges sociales	65 376	56 566	10,9%	12,9%	15,6%
Dotations aux amortissements	16 970	12 328	2,8%	2,8%	37,6%
Dotations aux provisions	12 634		2,1%		
Autres charges	190	443	0,0%	0,1%	-57,2%
CHARGES D'EXPLOITATION	468 104	421 002	78%	96%	11,2%
RESULTAT D'EXPLOITATION	132 263	17 852	22,0%	4,1%	640,9%
QUOTE-PART OPERATIONS EN COMMUN					
Produits financiers	369		0,1%		
Charges financières					
RESULTAT FINANCIER	369		0,1%		
Produits exceptionnels	(60)	190	0,0%	0,0%	ns
Charges exceptionnelles		91		0,0%	-100,0%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-60	99	0,0%	0,0%	ns
Participation des salariés					
Impôt Société					
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
Engagements à réaliser sur ressources affectées					
RESULTAT NET	132 572	17 951	22,1%	4,1%	638,5%
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Bénévolat					
Prestation en nature					
Dons en Nature					
Contributions volontaires en nature					
Secours en nature					
Mise à disposition des biens et services					
Personnel bénévole					
Emploi des contributions volontaires en nature					

ACTIF	31-déc.-23			31-déc.-22
	Brut	Amort-Prov	Net	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets, licences, etc...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours et avances				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	108 531	59 461	49 070	54 006
Terrains		940	-940	
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages		634	-634	
Autres	108 531	57 886	50 644	54 006
Immobilisations corporelles en cours et avances				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	453		453	453
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	453		453	453
STOCKS ET EN COURS				
Matières premières et consommables				
En-cours de biens et services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
CRÉANCES	48 493		48 493	500
Avances et acomptes versés sur commande				
Clients				500
Autres créances	48 493		48 493	
TRÉSORERIE	579 591		579 591	401 666
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	579 591		579 591	401 666
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	2 271		2 271	1 582
ECARTS DE CONVERSION ACTIF				
TOTAL ACTIF	739 338	59 461	679 878	458 209

PASSIF	31-déc.-23	31-déc.-22
FONDS ASSOCIATIFS	451 365	318 793
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Réserves et écarts de réévaluation		
Report à nouveau	318 793	300 842
Résultat	132 572	17 951
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires		
FONDS DÉDIÉS		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	59 000	47 000
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	59 000	47 000
DETTES FINANCIÈRES	69 642	
Emprunts établissements financiers		
Banques	69 642	
Emprunts et dettes financières diverses		
DETTES COURT TERME	54 870	50 453
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs	17 000	18 618
Dettes sociales	37 509	29 531
Dettes fiscales	180	170

Dettes sur immobilisations		
Autres dettes	181	2 133
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	45 000	41 963
ECARTS DE CONVERSION PASSIF		
TOTAL PASSIF	679 878	458 209
FONDS DE ROULEMENT	460 842	311 334
EXCEDENT (+) BESOIN (-) FINANCEMENT D'EXPLOITATION	49 107	90 333
TRESORERIE	509 948	401 666



E.I.A.P.I.C
1, Rue Blériot,
78200 Mantes La Jolie

Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 Décembre 2023

Ce rapport contient 03 pages

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 Décembre 2023

ASSOCIATION EIAPIC
1, Rue Blériot,
78200 Mantes La Jolie

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ensemble Inter Associatif Pour l'Inter Culturel (EIAPIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité arrêté par le Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 05 juillet 2024.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

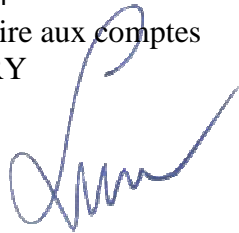
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier,

Le 26/07/2024

Le Commissaire aux comptes

Hassan LASRY





E.I.A.P.I.C
1, Rue Blériot,
78200 Mantes La Jolie

Rapport spécial du commissaire aux comptes
Sur les conventions règlementées
Exercice clos le 31 décembre 2023

Ce rapport contient 02 pages

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31 décembre 2022

ASSOCIATION EIAPIC
1, Rue Blériot,
78200 Mantes La Jolie

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association E.I.A.P.I.C, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 223-17 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 223-17 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce, nous vous informons que le Directeur de votre association nous a fait part de 15 conventions :

- Conventions avec l'ANCT (anciennement CGET) préfecture des Yvelines : CLAS,
Politique de la ville
- Convention SDJES Yvelines (service départemental de la jeunesse, à l'engagement et aux sports) : ALJEP (politique de la ville), FDVA Innovation
- Convention avec la DILCRAH, préfecture des Yvelines
- Convention avec l'ARS (Agence Régionale de Santé)

- Convention Région Ile-de-France : Politique de la ville
- Convention avec la GPSEO : Politique de la ville
- Convention avec le Conseil départemental des Yvelines : Politique de la ville
- Conventions avec la Ville de Mantes La Jolie : Fonctionnement et Politique de la ville
- Convention avec la Ville de Rosny sur Seine : CLAS
- Convention avec la CCAS de Mantes La Jolie : CLAS
- Conventions avec la CAFY : CLAS et REAAPY
- Convention avec le Fond l'Oréal pour les femmes
- Convention avec la Fondation BNP-Paribas, PROJET Banlieue
- Convention avec la Fédération ALMA

Il s'agit des conventions de partenariat qui ont été signées avec l'Association E.I.A.P.I.C

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée, en application des dispositions de l'article L. 223-19 du code de commerce.

Fait à Montpellier,
Le 26/07/2024
Le Commissaire aux comptes
Hassan LASRY

